

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité SIG - 15 septembre 2014

1. Attentes des Français pour le DPG : valoriser le travail, combattre les injustices et les inégalités

⇒ Interrogés sur « *les objectifs que le Premier ministre devrait évoquer en priorité* » lors de son discours à l'Assemblée nationale, les Français mentionnent **en premier « valoriser davantage le travail » (24%)** et « **réduire les inégalités sociales** » (17%), puis faire en sorte que « *les mêmes règles s'appliquent à tous les Français* » (14%), que « *les élus aient un comportement exemplaire* » (13%) et que « *tous les Français aient la même chance de réussir dans la vie* » (13%).

A l'inverse, « *faire respecter l'autorité* » (5%) et « *favoriser l'intégration des immigrés dans le respect des lois de la République* » (4%) sont moins perçus comme des priorités.

Sur l'ensemble des réponses (2 réponses possibles), l'ordre change peu : **les attentes concernent d'abord le travail** (40% de citations), **les inégalités** (31% de citations), **puis tout ce qui concerne le sentiment d'injustice** (exemplarité des élus 29%, règles équivalentes pour tous 29%, même chance de réussir pour chacun 24%, lutte contre les abus et les fraudes 23%). L'autorité et l'intégration ne sont cités que par 13% et 9% des Français.

⇒ En termes d'appartenance politique, si **tous sont attachés à la valeur du travail ; la gauche est plus sensible aux inégalités ; la droite et l'extrême-droite aux contournements et aux privilèges** (« *faire en sorte que les mêmes règles s'appliquent à tous* » est l'élément le plus cité par les électeurs de MLP - 41% -, même si la première priorité reste la valorisation du travail).

A noter que l'ordre de priorité entre « *valoriser le travail* » et « *réduire les inégalités sociales* » s'inverse pour les sympathisants de gauche (23% pour les inégalités, 18% pour le travail), mais restent les deux premières priorités.

2. Réduction des déficits : oui, mais des réticences à accepter des efforts supplémentaires

⇒ Le fait de « *continuer à réduire les déficits mais à un rythme ralenti* » recueille **37% d'approbation, ce qui est probablement proche du point d'équilibre de l'opinion**. En effet, parmi ceux qui ne partagent pas cet avis, 24% souhaitent maintenir le rythme « *même si les Français doivent faire des efforts supplémentaires* » et 34% qui demandent à l'inverse « *d'abandonner l'objectif de réduction des déficits tant que la situation économique reste difficile* ».

L'objectif de réduction des déficits, ralenti ou non, reste ainsi très largement majoritaire dans toutes les catégories de la population et dans tout le spectre politique (67% à gauche dont 49% à un rythme ralenti ; 66% à droite dont 30% à un rythme ralenti). Seul le FN est un peu plus divisé,

même si ce principe n'est pas remis en cause (55% pensent qu'il faut continuer à réduire les déficits dont 28% à un rythme ralenti).

Sans surprise, **les plus rétifs à des efforts supplémentaires pour ne pas ralentir le rythme sont les CSP- (19%) et les sympathisants FN (17%)** ; ainsi que pour d'autres raisons les électeurs de F. Hollande (18%) qui approuvent majoritairement la position du gouvernement (53%). **Les plus prêts à des efforts supplémentaires sont les sympathisants UDI (47%), Modem (43%), puis UMP (30%).**

3. Jugement sur la crise : une crise qui vient de loin et demande des transformations profondes

⇒ **75% des Français pensent que « nous vivons une période de déclin durable, qui nécessite une transformation profonde du pays »** contre 24% seulement qui jugent que « le pays a connu des crises similaires et que la situation va s'améliorer à l'avenir ». Les électeurs de N. Sarkozy et de M. Le Pen sont les plus graves dans leurs jugements (84% et 90% pensent qu'il s'agit d'un déclin durable).

⇒ **La responsabilité de cette crise dépasse donc largement le gouvernement actuel. Seuls 16% des Français pensent que la situation économique, et notamment l'absence de croissance et la montée du chômage, « est surtout la conséquence des politiques menées par la gauche depuis 2012 ».** Même les sympathisants de droite (25%) et d'extrême-droite (21%) ne lui imputent que très minoritairement cette responsabilité.

A l'inverse, **la crise est avant tout pour les Français « la conséquence des politiques économiques menées par les gouvernements successifs depuis 20 ou 30 ans » (52%), puis dans une moindre mesure « liée au contexte économique européen et international » (31%).** Les CSP- pointent un peu plus que les autres les causes internationales ou européennes (40% : sans doute un mélange de plus grande sensibilité aux délocalisations et de plus grande défiance envers l'Europe) ; les plus réticents à faire porter la responsabilité de la situation sur ces causes extérieures sont les électeurs de F. Bayrou en 2012 (17% - ils se reportent massivement sur les échecs internes depuis plusieurs décennies : 75%).

4. Etat islamique : des Français très divisés sur la participation de la France à des frappes.

⇒ **47% des Français se disent favorables « à ce que la France participe à des bombardements aériens contre les islamistes en Irak, dans le cadre d'une coalition avec notamment les Etats-Unis »**, contre 50% qui y sont opposés. Les plus réticents sont les jeunes (59%), les CSP- (62%) et les sympathisants Front de gauche (69%).

En termes politiques, **la droite modérée soutien ces frappes (53/43) ; le FN est partagé (49/49**, ce qui est notable compte tenu des réticences habituelles de cet électorat aux interventions extérieures). A noter une **forte division de la majorité : les sympathisants PS affichent un net soutien (62/35), les sympathisants EELV un refus presque symétrique (58/40).**